

Titre	Réunion du GVI – 5 juillet 2012
Description	Projet de relevé de décisions
Éditeur	République française. Office national de l'eau et des milieux aquatiques.
Créateur	Janik MICHON & Anne MACAIRE-LANÇON - Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau
Date	2012-08-01
Version	Version 0.1
Référence	Réunion GVI du 5 juillet 2012 : http://www.reseau.eaufrance.fr/evenement/2012-07-05/gt/groupe-valorisation-information
Statut	Soumis pour information

Présents : Patricia SALA (DREAL DB Loire-Bretagne), Pierre-Olivier LAUSECKER (AE Rhin-Meuse), Amélie VLANDAS (AE Artois-Picardie), Thérèse RIVIERE (DREAL DB Artois-Picardie), Martine GHIDINI (DREAL DB Rhône-Méditerranée), Alexandra LEQUIEN (AE Seine-Normandie), Nicolas HANNETEL (AE Seine-Normandie), Laurence CHERY (Brgm), Stéphanie LARONDE (OIEau), François SALGE (MEDDE/DGALN), Anne BOISROUX-JAY (MEDDE/DEB), Christian JOURDAN (Onema/DCIE - GCiB), Isabelle VIAL (ONEMA/DCIE), Anne MACAIRE-LANÇON (Onema/DCIE), Janik MICHON (Onema/DCIE), Céline PIQUIER (Onema/DICOM)

Excusés : Anne-Paule DUBOULET (AE Loire-Bretagne), Céline DELLINGER (DREAL DB Rhin-Meuse), Pierre CUMIN (DREAL DB Rhin-Meuse), Richard DARTOUT (AE Seine-Normandie), Anne-Lise BELLANCE (ODE Martinique), Michel BIALKA (MEDDTL/DEB - SIE), Aurélie DUBOIS (MEDDE/SOeS), Antoine HUGUET (Ifremer), Carole MICHAEL (Onema/DCIE – GIGE)

Préambule

1. Pour rappel, la convocation et l'ordre du jour sont accessibles à l'adresse suivante : <http://www.reseau.eaufrance.fr/ressource/gvi20120705convocation>.
2. Par ailleurs, les différents supports de présentations du GVI du 5 juillet 2012 sont accessibles à l'adresse : <http://www.reseau.eaufrance.fr/ressource/gvi20120705supports-presentation>.

Mise en œuvre du *schéma web de diffusion des données* (SWDD)

3. Le *schéma web de diffusion des données* du SIE a été validé en 2011. Depuis, de nombreuses actions ont été engagées : sur le portail www.eaufrance.fr, sur les sites nationaux thématiques (en particulier : Services, ADES, SEEE, Rapportage, Quadrigé), sur les sites nationaux multi-thématiques (en particulier : Sandre, Documentation ; Réseau et site sur les textes réglementaires pour fin 2012), et sur les portails de bassin (Martinique). En parallèle, les outils communs ont été déployés : le Glossaire (sur Gest'eau, Sandre et Documentation ; à venir sur Zones-humides, Loire-Bretagne, Artois-Picardie et Martinique) et la brique GeoSIE (sur Services, Gest'eau, Sandre et Rapportage).
4. Les membres du GVI valident les éléments présentés, et complètent certains points :
 - concernant le site Eaufrance du système d'évaluation de l'état des eaux (SEEE), il est indiqué que l'ouverture concerne dans un premier temps qu'un nombre restreint d'utilisateurs (correspondants techniques des bassins) pour réaliser les travaux de validation de l'implémentation des méthodes (indicateurs et règles) dans l'outil d'évaluation ;
 - concernant les portails de bassin, des précisions sont apportées :
 - i. le portail Loire-Bretagne devrait être mis en conformité avec la charte graphique Eaufrance d'ici fin 2012 ;
 - ii. le portail Artois-Picardie a bénéficié d'un changement de prestataire : il est désormais plus apte à intégrer des évolutions ;
 - iii. le portail Seine-Normandie est réalisé de manière progressive, thématique par thématique, en fonction des données disponibles ;
 - iv. le portail Rhin-Meuse intégrera le Glossaire d'ici la fin de l'année 2012 (comme le site institutionnel de l'agence de l'eau, qui devrait être refondu d'ici la fin de l'année).

- la présentation des nouveautés du site ADES apporte des compléments et soulève des interrogations :
 - i. le site intégrera de nouveaux éléments graphiques et proposera des web services pour les graphiques de données. Ces graphiques pourront notamment être récupérés par les portails de bassin ;
 - ii. le flyer du site sera bientôt disponible ;
 - iii. pour certains partenaires (en particulier les DREAL), une lenteur du site ADES aurait été constatée : ils s'interrogent sur le potentiel lien avec les nouvelles fonctionnalités développées. Le BRGM indique que ce point n'a pas été remonté via l'enquête de satisfaction qui a été menée auprès de ses internautes.
- la BDLisa (référentiel hydrogéologique) sera diffusée sur le site Sandre ; par ailleurs, les webservices (de téléchargement et de visualisation) seraient diffusés sur le site Geotraitement (www.geotraitement.eaufrance.fr). Les membres du groupe s'interrogent sur la nature du site Geotraitement et sur sa place dans la toile Eaufrance, en application du SWDD. De manière générale, le groupe s'interroge sur la meilleure manière de diffuser les webservices du SIE de façon coordonnée, tout en respectant, entre autres, les recommandations de la directive Inspire. Il est demandé qu'une stratégie de diffusion globale des webservices soit élaborée pour offrir une visibilité d'ensemble.

Mise en œuvre de l'Opendata SIE

5. Le répertoire des informations publiques (RIP) du SIE constitue le catalogue centralisé des ressources du SIE réutilisables. Le projet, rebaptisé « Opendata SIE » par son groupe-projet, sera accessible sur www.data.eaufrance.fr. Cependant, la commission permanente des usagers du SIE (CPU SIE) a émis un avis défavorable à ce nommage, préférant l'appellation « Données publiques SIE ». Cette information, nouvelle en séance, devra être validée rapidement.
6. Les cahiers des charges pour le développement des back-office (saisie des métadonnées et dépôt éventuel des jeux de données) et front-office (recherche et téléchargement de données) étant prêts, les développements vont commencer : le site devrait être mis en ligne à la fin de l'année 2012.
7. Les membres du GVI valident les éléments présentés, mais s'interrogent sur certains points :
 - il est pour le moment prévu que le front-office permette la recherche et le téléchargement de données, mais pas la visualisation (ou la co-visualisation). Ce point mérite discussion : intégration de la fonctionnalité dans la version 1 ? évolutions fonctionnelles à prévoir pour la version 2 ? non intégration de la fonctionnalité ? ;
 - le site www.data.eaufrance.fr, diffusant les jeux de données du SIE, pourrait également diffuser les webservices du SIE (cf point spécifique abordé pour les webservices du référentiel BDLisa). Cette proposition mérite réflexion ;
 - le schéma d'alimentation de l'Opendata par les partenaires mérite d'être précisé au moins sur un point : comment vont agir les services de l'Etat, qui contribuent déjà à l'Opendata du ministère chargé de l'écologie ?

Avancement du programme de valorisation

8. Le tableau de suivi (fichier complet – format .xls) est à jour, mais les partenaires sont invités à signaler toute incohérence : ce fichier trace tout ce qui a été programmé, réellement réalisé, reporté ou abandonné. L'état d'avancement du *programme* présenté en séance (extrait – format .doc) sera plus utile aux partenaires en ne présentant que ce qui est réellement en cours ou réalisé (pour le détail, ils seront invités à se reporter au fichier

complet).

9. Les sorties des derniers documents parus sont signalées dans la *Lettre du SIE* (diffusée aux partenaires) de manière trimestrielle, mais les membres du GVI insistent sur la nécessité d'être informés, au moins par mail, de leur publication sur le web. Par ailleurs, il convient de vérifier le routage effectué par l'Onema sur les derniers envois (*synthèse eaufrance* sur les résultats de la directive Nitrates, *synthèse eaufrance* sur la gestion patrimoniale des services publics d'eau et d'assainissement), plusieurs partenaires signalant de ne pas avoir reçu personnellement les documents.
10. Lors de ce GVI, l'Onema recueillait également l'avis des membres du groupe sur 2 propositions de documents (sous forme de *synthèses eaufrance*) :
 - une synthèse sur « l'évaluation de l'état des eaux » (à partir des données du rapportage DCE des plans de gestion de mars 2010 et leurs compléments de décembre 2011, et des états des lieux révisés - fin 2013) ;
 - i. les membres du GVI insistent sur le respect indispensable du calendrier réglementaire : les données des états des lieux révisés ne pourront être considérées comme validées qu'après leur adoption par les comités de bassin, c'est à dire fin 2013. Cela signifie que les données, au niveau national, ne seront mobilisables que début 2014 et qu'il ne doit rien en sortir auparavant. Le temps de rapportage et de traitement de ces données au niveau national doit également être pris en compte ;
 - ii. par ailleurs, montrer des évolutions potentielles d'état des masses d'eau entre 2010 (premier jeu de données disponible) et 2013 (jeu de données à venir) a des implications fortes, et politiquement, et techniquement. Des éléments de langage sont donc nécessaires pour accompagner les chiffres présentés ;
 - iii. les membres du groupe insistent également sur le fait que 2013 sera une période de redéfinition potentielle des règles d'évaluation. Cela signifie que les propos de la synthèse ne doivent pas porter à confusion. A ce stade, l'idée est de se placer à règles d'évaluation constantes ;
 - iv. ces précautions nécessaires étant prises, les membres du GVI valident l'idée de ce projet. L'Onema préparera une note méthodologique présentant les objectifs, les contours du sujet, le calendrier (objectif : 2014), la méthodologie de travail (dont le mode de consultation des partenaires)... de manière à faciliter la discussion et la présentation au sein d'autres groupes de travail (groupes DCE pilotés par la DEB, notamment, ou groupe RGPP Communication Onema/Agences de l'eau).
 - une synthèse sur « la surveillance » (à partir des données du rapportage DCE de mars 2010 et leurs compléments de juin 2010, avec peut-être un court encart sur les coûts de la surveillance à partir des données de l'enquête menée par la DEB auprès des bassins, ainsi que d'un éventuel court encart sur les pratiques de quelques autres Etats membres à partir d'une étude en cours à l'Onema) ;
 - i. les membres du GVI indiquent qu'il est dommage qu'une telle synthèse ne soit pas sortie au début de la mise en œuvre des programmes de surveillance. Trop tard par rapport à cette première échéance ? Ou trop tôt par rapport à la révision à venir des programmes ? Cela dépend surtout du contenu de la synthèse : si elle présente des aspects très factuels (répartition des sites, paramètres surveillés, ...), elle a encore du sens et est attendue au plus vite ;
 - ii. ces précautions nécessaires étant prises, les membres du GVI valident l'idée de ce projet. L'Onema préparera une note méthodologique présentant les objectifs, les contours du sujet, le calendrier (objectif : 2013), la méthodologie de travail (dont le mode de consultation des partenaires)... de manière à faciliter la discussion et la présentation au sein d'autres groupes de travail (groupes DCE pilotés par la DEB, notamment, ou groupe RGPP Communication Onema/Agences de l'eau).

Indicateurs sur l'eau et les milieux aquatiques

11. La banque Indicateurs est en cours de développement. Les spécifications fonctionnelles détaillées de l'outil de visualisation cartographique sont en cours de finalisation. La mise en ligne des indicateurs sous forme cartographique est prévue pour début 2013.
12. Dès que des versions de démonstration des applications seront disponibles, l'Onema les mettra à disposition des membres du GVI.

Point thématique sur les services publics d'eau et d'assainissement

13. Les travaux de valorisation et de diffusion des données sur les services publics d'eau et d'assainissement (SPEA) ont été nombreux en 2011 et 2012. Quelques précisions supplémentaires par rapport à ce qui a été présenté :
 - la réalisation et la mise en ligne de synthèses nationales Loi Sapin (une sur 2009, une sur 2010) sont plutôt prévues début 2013, ainsi que la réalisation d'une *synthèse eaufrance* sur une dizaine d'années de données, en vue du colloque organisé par l'AFPEE et l'IGD au printemps 2013 sur les 20 ans de la loi Sapin ;
 - le site www.services.eaufrance.fr est également alimenté des données (validées) de la DGS et de BDERU ;
 - le site mettra à disposition des extractions de jeux de données à l'échelle des bassins, des unités DCE, des sous-unités DCE, et des départements.
14. Le point sur les services publics d'eau et d'assainissement était le premier « point thématique » présenté en GVI, conformément à ce qui avait été défini lors de la réunion du 19 janvier ; ce qui a été présenté correspond aux attentes du groupe. Les membres sont invités à faire des propositions de thématiques à présenter lors du prochain GVI.

PROCHAIN GVI

15. La prochaine réunion du GVI devrait avoir lieu à l'automne 2012. Les membres du groupe évalueront ensemble la pertinence de le tenir en l'absence (et non remplacement) d'Anne Macaire-Lançon sur cette période.